

Bientôt le baccalauréat ne suffira plus pour s'inscrire à l'Université : voilà ce que préparent le gouvernement et les présidents d'université.

Le gouvernement veut remettre en cause le droit des lycéens à s'inscrire dans l'université et la filière de son choix.

L'exigence : retrait immédiat du projet contre les lycéens !

Cela fait des dizaines d'années que la bourgeoisie rêve de détruire cette règle simple: un lycéen qui a le bac s'inscrit dans l'université et la filière de son choix. Or le gouvernement veut diminuer le nombre d'étudiants parce que les étudiants coûtent cher et constituent une force politique menaçante ; et le patronat voudrait que les étudiants s'orientent selon ses propres besoins..

Mais, par peur des étudiants et des lycéens, par crainte d'une grève générale comme en 1986, ils n'osent pas attaquer de face. Alors, ils rusent.

Le ministre délégué de l'enseignement supérieur, François Goulard, vient d'annoncer son projet applicable dès le printemps 2007 : en apparence, les lycéens bacheliers garderaient leurs droits, mais...

Mais en réalité voici le projet : lors de la pré-inscription de février mars, les lycéens de Terminale devront déposer un dossier. Et quand le dossier ne plaira pas, le lycéen sera convoqué -avant même d'avoir le bac !- à l'université pour un entretien obligatoire. On lui dira « *Vous n'avez aucune chance ! Faites autre chose ! Même avec le bac, vous êtes nul !* »

Ils veulent « casser » les lycéens

Et sur quelle base ces élèves seront-ils convoqués ? Selon les notes qu'ils auront obtenues en Première ? Selon le lycée et le quartier d'origine ? Quelles que soient les raisons qui seront données (ou cachées) cela veut dire que le bac ne vaudra plus rien : ce qui comptera, ce sera le dossier préalable. À terme c'est la liquidation du bac et la fin du droit d'aller à l'Université dans la filière de son choix.

Bien sûr, officiellement, dans un premier temps, l'élève convoqué pourra maintenir son premier choix, mais il sera soumis à la pression maximale avec un objectif : le faire craquer, le « casser », au moment où tous les lycéens sont stressés par la préparation du baccalauréat.

Ensuite, ce système deviendra une obligation. D'ailleurs Goulard affirme (ce qui est illégal) qu'un élève qui refuserait l'entretien pourra être rejeté par l'université. D'ores et déjà, des universités veulent mettre en place ce système de sélection.

Que font les organisations syndicales ? Il n'y a rien à négocier !

L'UNEF (principal syndicat étudiant) proteste à juste titre contre ce projet. Mais l'UNEF demande au ministre « *d'ouvrir des négociations sur l'orientation et l'insertion professionnelle des étudiants* ». Et Bruno Julliard précise : « *s'il n'y a pas de moyens pour accompagner cette mesure, ça ne servira à rien* ». Ce qui revient à demander des moyens pour que le projet gouvernemental soit efficace ! Ce n'est pas acceptable, pas plus que n'est acceptable que les syndicats puissent discuter de la remise en cause de la carte scolaire. Comme dans la bataille contre le CPE au printemps 2006, il faut dire : nous ne négocierons pas ce projet. L'exigence, c'est le retrait pur et simple.

Le projet de François Goulard, c'est le projet Sarkozy.

Certains peuvent espérer qu'avec les élections prévues au printemps 2007, ce projet n'ait pas de suite. Qu'ils se détrompent. Car Sarkozy vient d'annoncer la couleur : il veut « *en finir avec l'obligation pour l'université d'accueillir les étudiants qui ne sont pas suffisamment préparés aux études supérieures* ».

Sarkozy est cohérent : il veut supprimer la carte scolaire, il veut imposer le Service civique obligatoire, il veut interdire que tous les bacheliers puissent accéder à l'Université. Certes, Sarkozy n'est pas encore élu mais d'autres candidats reprennent ces projets, ou se taisent. C'est donc maintenant qu'il faut imposer le retrait de ces projets et c'est maintenant que les organisations de la jeunesse doivent exiger :

Retrait pur et simple du projet Goulard de pré sélection à l'Université ! Il n'y a rien à négocier !

Et organiser sur cette base la mobilisation.